

ES



Interactions entre le Droit,
Société

Corres - Saint Sauveur Workshop 2

PURCHASING INTELLIGENCE FOR FINANCE

03/16/2024



Purchasing Intelligence for finance

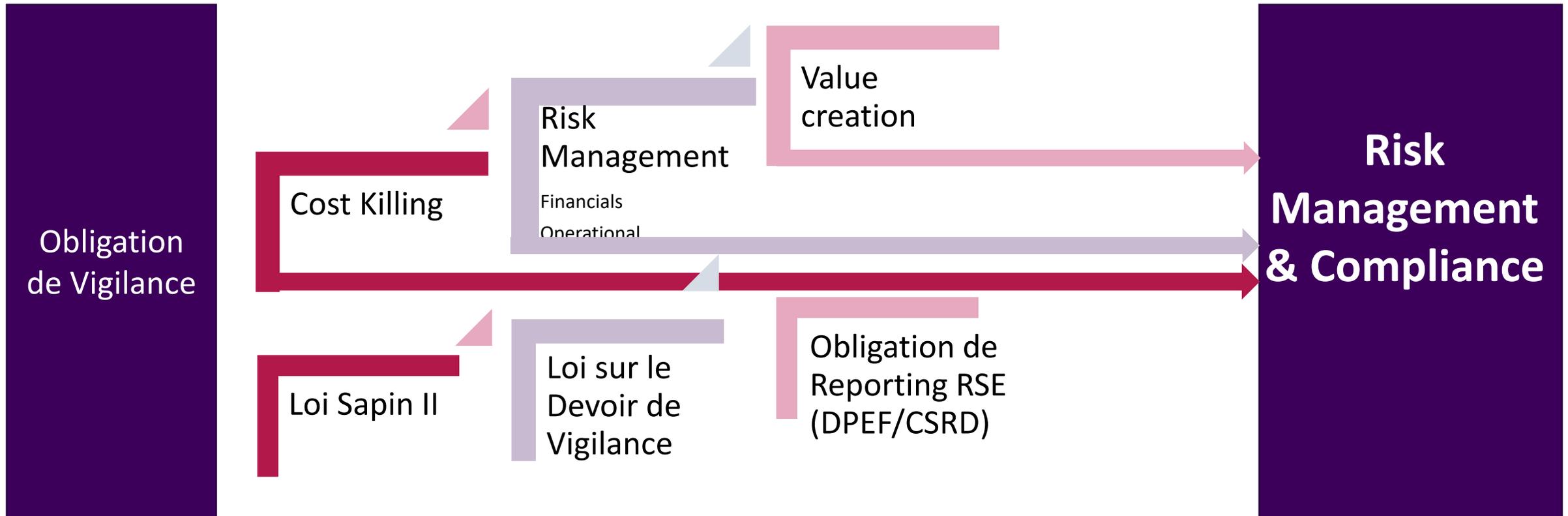
AND HOW TO MEET YOUR COMPLIANCE



- Purchasing entered in a new area
- Impact of regulation and compliance
- European enforcement (CSRD, CS3D, FLR)
- ISO20400 a solution to complete
- Responsible and Human centric

Purchasing Intelligence for finance

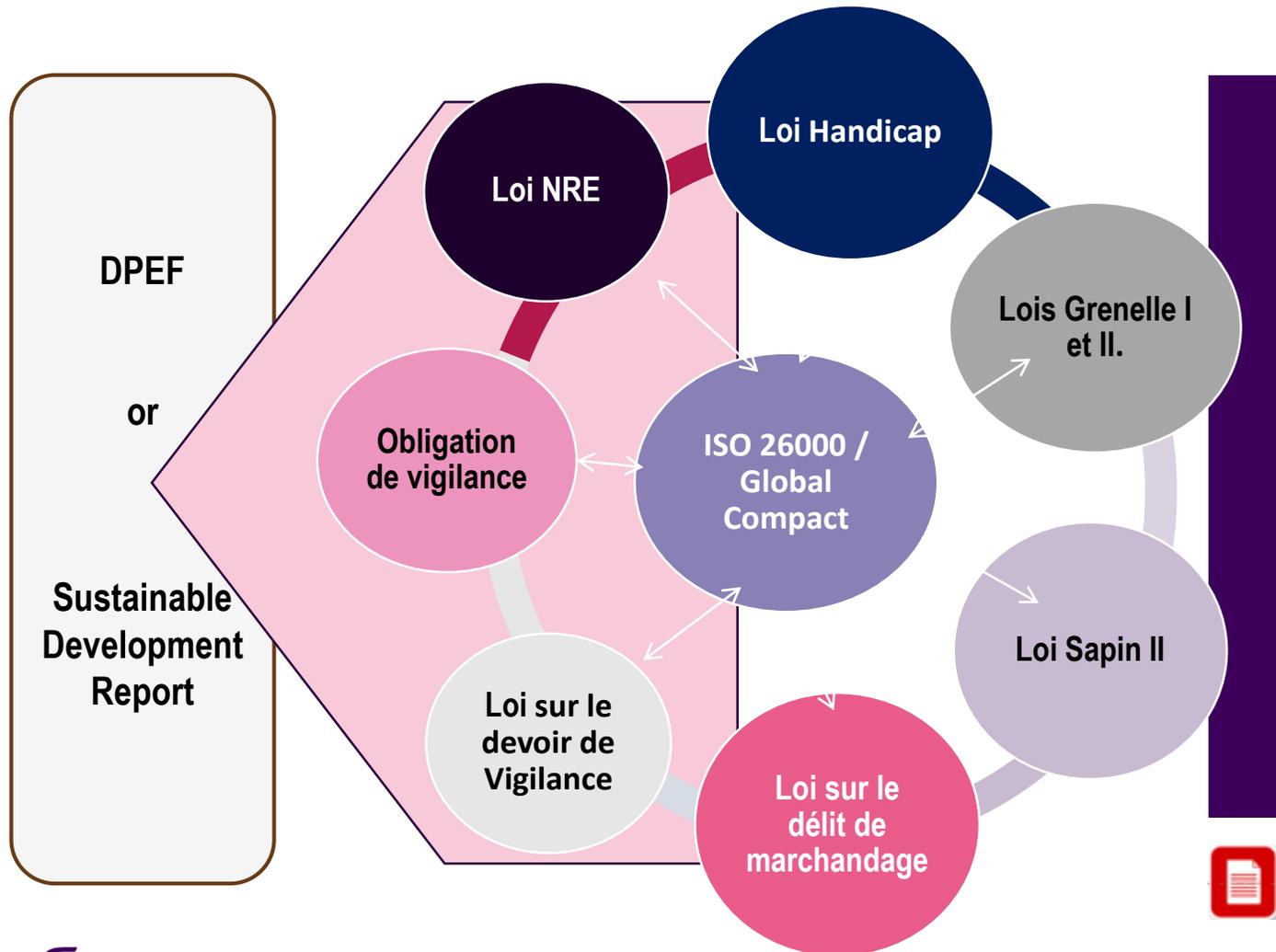
PURCHASING ENTER IN A NEW AERA



In the last five decade, purchasing role have moved to a support function to a value function. With a strong regulation pushed by Europe and control by Auditors or third parties and expected by finance, purchasing will lose is competencies domain : Purchasing Intelligence.

Purchasing Intelligence for finance

IMPACT OF REGULATION AND COMPLIANCE



› The principles of sustainable development are already present in legal texts, either expressis verbis (explicitly), or through the component of sustainable development.



Préconisations pour une mise en cohérence des obligations réglementaires environnementales

Purchasing Intelligence for finance

IMPACT OF REGULATION AND COMPLIANCE

Loi	Thématique	Impact (sanction)	Mon rôle d'Acheteur
<p>Loi NRE-Grenelle I et II –LME</p> <p>Loi d'amélioration de la transparence dans les relations économiques et la prise en compte du développement durable dans les activités des entreprises et la publication de reporting extra-financier</p>	<p>Environnemental Sociale Economique</p>	<ul style="list-style-type: none"> Obligation d'information vis-à-vis de ses « parties prenantes » en instaurant le DPEF <p>Au regard des pratiques Anti concurrentielle</p> <ul style="list-style-type: none"> Pour une personne physique le montant maximum de la sanction est de 3 millions d'euros. Le montant maximum de la sanction est, pour une entreprise, de 10 % du montant du chiffre d'affaires mondial hors taxes le plus élevé réalisé au cours d'un des exercices clos depuis l'exercice précédant celui au cours duquel les pratiques ont été mises en œuvre (compte consolidé) la sanction du non-respect des règles légales relatives aux délais de paiement par une amende administrative d'un montant maximal de 75 000 euros pour une personne physique et 2 millions d'euros pour une personne morale. Cette sanction est publiée. Le montant de l'amende est doublé en cas de réitération du manquement dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle la première décision de sanction est devenue définitive. 	<p>S'interroger sur la possibilité d'intégrer dans son Appel d' Offres (spécifications techniques, cahier des charges, conditions d'exécution, sélection des candidatures ou critères de sélection des offres) des exigences en termes de développement durable, à partir d'un seul ou de l'ensemble des trois piliers (environnemental, économique, social).</p> <p>Dans le cas d'un achat régité par le code de la commande public l'acheteur public a l'obligation de s'interroger sur la possibilité d'intégrer dans son marché des exigences en termes de développement durable, à partir d'un seul ou de l'ensemble des trois piliers (environnemental, économique, social).</p> <p>Faire respecter les délais de règlement (en France) Récupérer les Bilan Carbone et Décret Tertiaire pour connaissance des plans de réduction.</p>
<p>Loi sur le délit de marchandage / Prêt de MO illicite</p> <p>Lutte contre le travail illégal</p>	<p>Sociale Economique</p>	<ul style="list-style-type: none"> 2 ans d'emprisonnement (5 ans en cas de pluralité de salariés concernés ou en cas de salarié vulnérables/dépendants. 10 ans en cas de bande organisée) ; 30 000 euros d'amende (75 000 euros en cas de pluralité de salariés concernés ou en cas de salariés vulnérables/dépendants. 100 000 euros en bande organisée) ; 150 000 euros pour une personne morale (entreprise) 	<p>Établir les modalités de fonctionnement avec le fournisseur. Dans la sous-traitance de prestations, définir les règles de fonctionnement avec le prestataire. Mettre en place des conditions de travail sans risques ; Dans les contrats avec obligation de résultats : définir les modalités de comptes-rendus d'avancement : périodicité et nature des informations transmises.</p>

Purchasing Intelligence for finance

IMPACT OF REGULATION AND COMPLIANCE

Loi	Thématique	Impact (sanction)	Mon rôle d'Acheteur
<p>Loi Handicap</p> <p>Favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap</p>	Sociale	Contribution AGEFIPH 6762€ par emploi non occupé (CMA-CGM)	Assurer le relais vers les clients internes et les fournisseurs pour impacter la sélection vers le STPA (Secteur du Travail Protégé et Adapté) et collecter les attestations.
<p>Obligation de vigilance</p> <p>Obligation de diligence</p> <p>Lutte contre le travail dissimulé et l'emploi illégal</p>	Sociale/Economique	<p>Solidairement tenu de régler les impôts, taxes, cotisations de Sécurité sociale, rémunérations et autres charges de votre cocontractant.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 15 000 € pour une personne physique ; • 75 000 € pour une personne morale. 	Assurer le contrôle à travers l'application Provigis et cesser à terme les relations avec le ou les entreprises impliquées
<p>Loi sur le délit de marchandage / Prêt de MO illicite</p> <p>Lutte contre le travail illégal</p>	Sociale Economique	<ul style="list-style-type: none"> • 2 ans d'emprisonnement (5 ans en cas de pluralité de salariés concernés ou en cas de salarié vulnérables/dépendants. 10 ans en cas de bande organisée) ; • 30 000 euros d'amende (75 000 euros en cas de pluralité de salariés concernés ou en cas de salariés vulnérables/dépendants. 100 000 euros en bande organisée) ; • 150 000 euros pour une personne morale (entreprise) 	Établir les modalités de fonctionnement avec le fournisseur. Dans la sous-traitance de prestations, définir les règles de fonctionnement avec le prestataire. Mettre en place des conditions de travail sans risques ; Dans les contrats avec obligation de résultats : définir les modalités de comptes-rendus d'avancement : périodicité et nature des informations transmises.

Purchasing Intelligence for finance

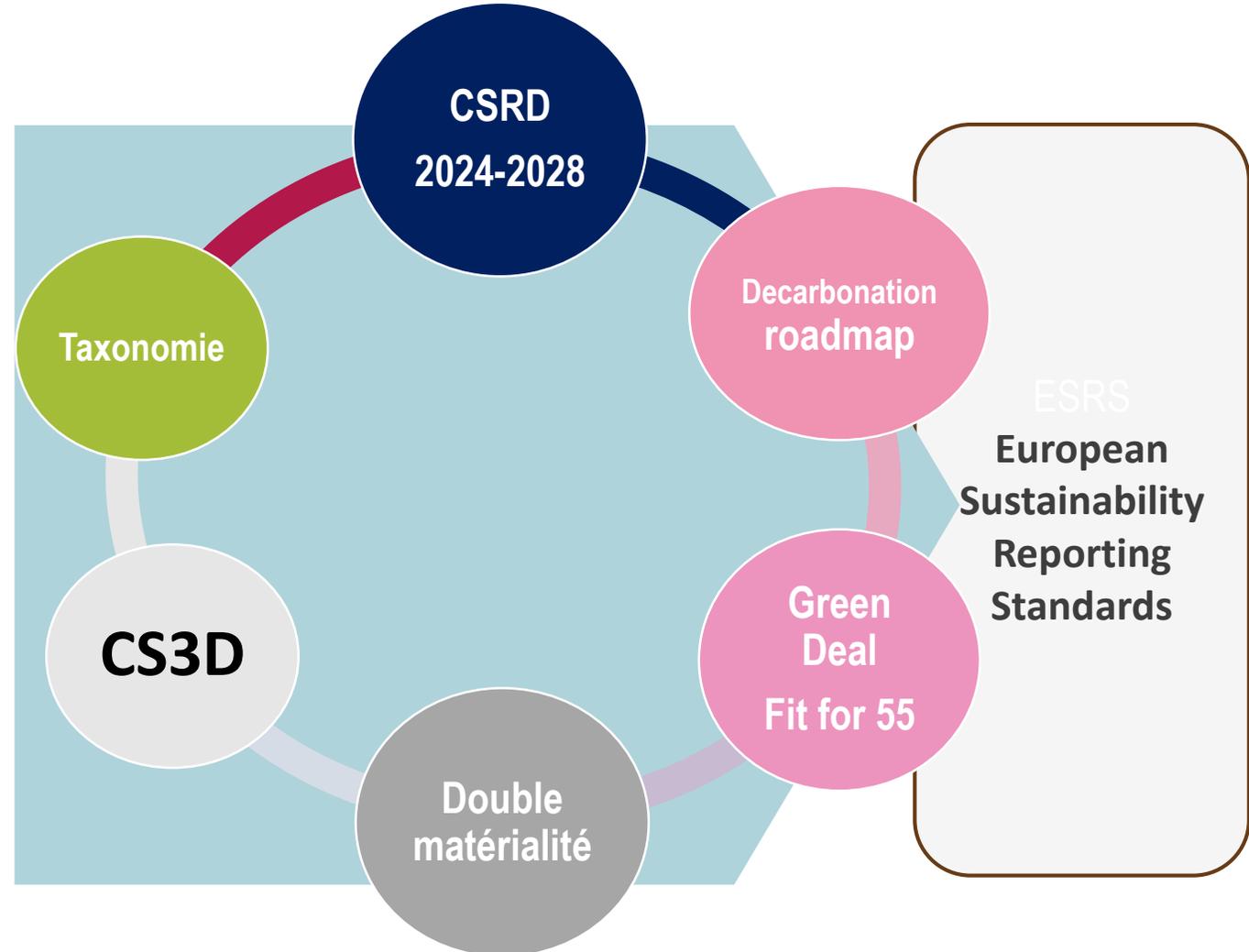
IMPACT OF REGULATION AND COMPLIANCE

Loi	Thématique	Impact (sanction)	Mon rôle d'Acheteur
<p>Devoir de vigilance</p> <p>Prévention des atteintes graves aux droits humains et aux libertés fondamentales, à la santé et à la sécurité des personnes</p>	<p>Environnemental Sociale Economique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En l'absence de dommage, la société peut être mise en demeure si elle n'a pas respecté ses obligations liées au plan de vigilance. • Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet après trois mois, la juridiction compétente peut enjoindre la société de respecter ses obligations, éventuellement sous astreinte • le devoir de vigilance est une obligation de moyen et non de résultat. En d'autres termes, la société mère doit mettre tout en œuvre pour éviter un dommage, mais la survenance d'un dommage ne suffit pas à engager sa responsabilité si elle a respecté ses obligations. 	<p>Elaborer un plan de vigilance de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des risques destinés à leur identification, leur analyse et leur hiérarchisation ; • Procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques ; • Des actions adaptées d'atténuation des risques ou de prévention des atteintes graves ; • Un mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques, établi en concertation avec les organisations syndicales représentatives dans ladite société ; • Un dispositif de suivi des mesures mises en œuvre et d'évaluation de leur efficacité. <p>Ce plan de vigilance rendu public est mentionné dans le rapport de gestion qui accompagne l'assemblée générale annuelle.</p>
<p>Loi Sapin II</p> <p>Lutte contre la corruption</p>	<p>Economique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un avertissement : il constitue une première mise en garde adressée aux dirigeants. • Une injonction de mettre en place les mesures de mise en conformité dans un délai déterminé par l'AFA. Il ne peut être supérieur à trois ans. • Une amende financière : son montant peut atteindre 200 000 euros pour une personne physique et 1 000 000 d'euros pour une personne morale. 	<p>S'assurer qu'en complément de l'Obligation de Vigilance et de la Cartographie des risques, le fournisseur réponds à au moins un programme anti-corruption (Loi Sapin II, Bribery Act 2010)</p> <p>https://thefightagainstcorruption.org/</p>

Purchasing Intelligence for finance

EUROPEAN ENFORCEMENT (CSRD, CS3D, FLR)

Over the local texts, 2024 will be the year of extra-financial reporting «par excellence » in the daily lives of major companies and weight on the future.

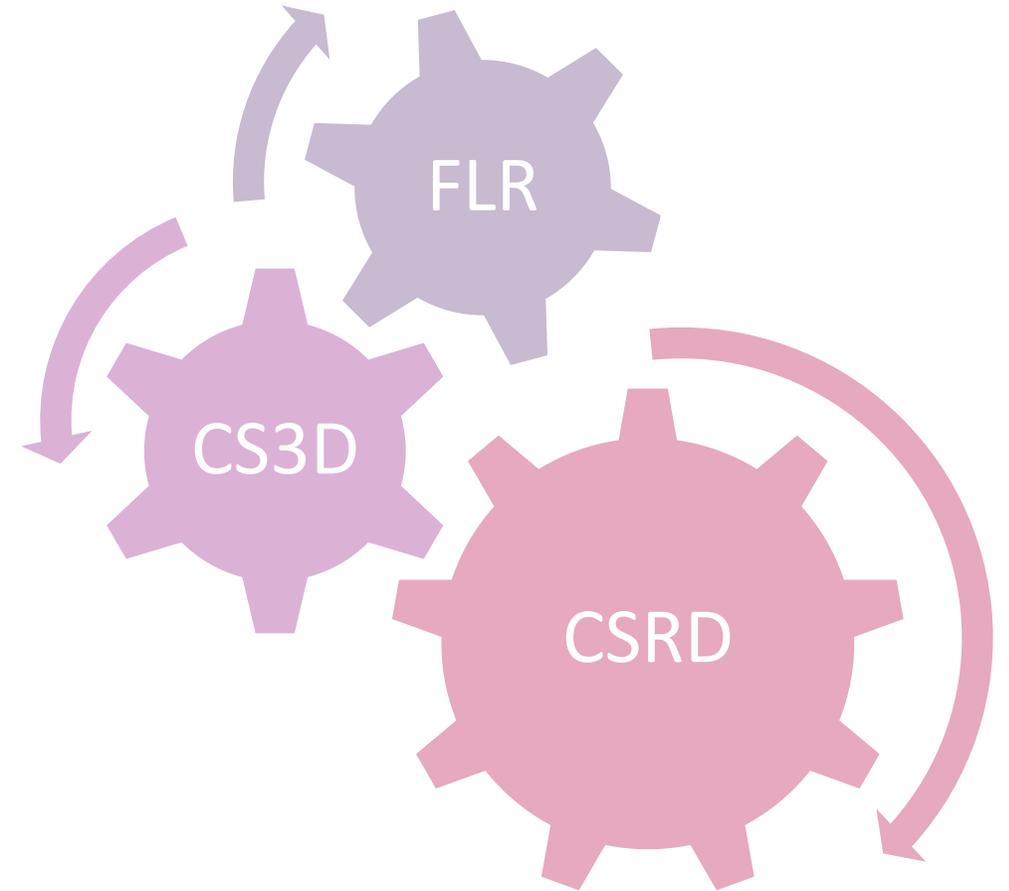


Purchasing Intelligence for finance?

EUROPEAN ENFORCEMENT (CSRD, CS3D,FLR)

Three complementary pieces of EU legislation

- **Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD):**
 - Will eventually replace the Non-Financial Reporting Directive (2014)
 - Defines reporting standards for large companies
- **Corporate Sustainability Due Diligence Directive (CS3D) – approved Friday March 15th**
 - Establishes an obligation of means for large companies
 - Horizontal legislation: covers all human rights & environmental protection
 - Long-term objective of prevention and systemic change
- **Forced Labour Regulation (FLR) - Approved in March**
 - Establishes an obligation of result
 - Deterrent effect
 - Establishes product-by-product investigation



Purchasing Intelligence for finance

EUROPEAN ENFORCEMENT (CSRD, CS3D,FLR)

Loi	Thématique	Impact (sanction)	Mon rôle d'Acheteur
<p>Devoir de Vigilance Européen CSDD (Corporate Sustainability Due Diligence Directive)</p> <p>Promouvoir un modèle d'entreprise plus vertueuse</p>	<p>Environnemental Sociale Economique</p>	<p>les entreprises ont la responsabilité légale d'être « vigilantes » concernant les abus liés aux droits humains ou aux enjeux sociaux et environnementaux sur l'ensemble de leur chaîne de valeur</p> <ul style="list-style-type: none"> • S'applique aux entreprises ayant leur siège social dans l'Union européenne et ayant plus de 500 salariés et un CA supérieurs à 150 millions d'euros (un périmètre donc plus restreint que la CSRD). • Pour les entreprises opérant dans des secteurs « à risque » (textile, cuir, agriculture, forêts, pêche, extraction minière...) la limite est placée à 250 salariés et 40 millions de CA. • Pour les entreprises non-européennes, la directive s'appliquerait également si elles génèrent plus de 150 millions d'euros de CA (ou 40 millions dans les secteurs à risque) dans l'Union Européenne 	<p>Elaborer un plan de vigilance comme pour le Devoir de vigilance en reprenant les 5 étapes.</p>
<p>CSRD Corporate Sustainability Reporting Directive</p>	<p>Environnemental Sociale Economique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • A partir du 1er janvier 2024 pour les entreprises déjà soumises à une obligation de reporting extra-financier dans la cadre de la NFRD • A partir du 1er janvier 2025 pour toutes les grandes entreprises remplissant 2 des 3 critères • A partir du 1er janvier 2026 pour les PME cotées remplissant 2 des 3 critères suivants : A partir du 1er janvier 2028 pour les filiales européennes de sociétés mères non européennes 	<p>A partir de mi 2024, s'assurer que les fournisseurs répondent à leurs obligations et apporter son concours à l'obligation partout de faire vérifier les informations extra-financières par le Commissaire aux Comptes (ou un tiers indépendant)</p> <p>Les sanctions pour non-conformité à la CSRD varient selon les États membres de l'Union européenne. En général, les sanctions peuvent inclure des pénalités financières, des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.</p>

Purchasing Intelligence for finance

EUROPEAN ENFORCEMENT (CSRD, CS3D, FLR)

Connection between CSRD & CS3D

- No duplication of reporting requirements:
 - The main differences between CS3D and CSRD relate to foreign companies, with a likely broader scope in CS3D.
- Dual materiality prevails: companies must account for the issues that affect them both financially and socially/environmentally.
- Definition of standards still partly in progress:
 - Sector-independent standards are defined & approved (July & October 2023)
<https://www.efrag.org/lab6#subtitle4>
 - Sectoral standards are paused by the Commission until 2026: Concerning 26 sectors, some of which correspond to the list of "high-risk" sectors in CS3D (but in the latest negotiation – this list of high-risk sectors might disappear)

Purchasing Intelligence for finance

EUROPEAN ENFORCEMENT (CSRD, CS3D, FLR)

Loi	Thématique	Impact (sanction)	Mon rôle d'Acheteur
Taxonomie	Environnemental Economique	<ul style="list-style-type: none"> Pas d'impact connu à ce jour. Les activités de de transport maritime seront revues en 2026 	Mettre en œuvre la stratégie du groupe CMA-CGM dans l'atteinte de Net-Zero
Pacte Vert Européen Fit for 55 Réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre à -55% en 2030	Environnemental	<ul style="list-style-type: none"> Pas d'impact connu à ce jour. Les activités de de transport maritime seront revues en 2026 	
Double matérialité	Environnemental Sociale Economique	<p>Découle directement de la CSRD et de sa mise en application en prenant en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> La matérialité impact regroupe à la fois les impacts environnementaux et sociaux de l'entreprise. Ils peuvent être positifs ou négatifs, réels ou potentiels. La matérialité financière concerne les risques et opportunités liés au développement durable à court, moyen ou long terme capables d'affecter les flux de trésorerie, le développement, la performance et la position de l'entreprise et donc sa valeur. 	A la lecture de la grille de double matérialité, l'acheteur devra prendre en compte les enjeux majeurs relevés par les parties prenantes et réduire l'impact de ceux-ci sur les activités du groupe en adaptant au mieux ses stratégies d'achats.
IMO 23 La feuille de route de décarbonation de la filière maritime en application de la Loi climat et résilience	Environnemental	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de la trajectoire de décarbonation 2030 et 2050 pour le transport maritime 	<p>Mettre en œuvre une méthode ACV et Coût Global dès 2024 dans l'ensemble des dossiers d'achats soumis en s'assurant que les offres répondent au plan d'engagement des axes 3,4 et 5.</p> <p><u>Feuille-de-route-de-carbonation Transport Maritime</u></p>

Purchasing Intelligence for finance

EUROPEAN ENFORCEMENT (CSRD, CS3D, FLR)



Purchasing Intelligence for finance

EUROPEAN ENFORCEMENT (CSRD, CS3D,FLR)

To Identify risks as forced labour where :

- Workers are likely unable to speak candidly during inspections.
- The situation may not be automatically “visible” – for e.g. groups in debt bondage
- The grey area between exploitation and forced labour means it is difficult to isolate forced labour cases, from exploitation, and this situation is not static. People can move in and out of forced labour.
- Distinguishing between direct coercion, and involuntary labour that stems from extreme poverty and lack of alternative livelihood can be difficult.

A specific approach is needed:

- Social audits are not suitable for identifying the risks of forced labour, particularly if they are planned;
- Analysis of the local and national cultural, social and legal context enables the indicators to be refined and adapted to the situation;
- Consultation with stakeholders (workers, local communities, vulnerable populations, independent trade unions, human rights NGOs, etc.) is essential to obtain accurate information and to triangulate the data.
- The establishment of reliable grievance mechanisms: independent, credible and transparent, is essential.

Purchasing Intelligence for finance

EUROPEAN ENFORCEMENT (CSRD, CS3D,FLR)

An effective grievance (complaint/ feedback) mechanism is a fundamental tool to both prevent and remedy abuses.

- It provides workers with a platform by which to raise issues and can help prevent abuses escalating by acting as an 'early warning system'.
- It provides continuous monitoring, moving beyond solely inspection approaches.

However, grievance mechanisms can only work if they are robust, credible and trusted by workers.

Collective bargaining and trade unions can be the most effective way for workers to know their rights and raise their complaints and negotiate remedy.

- What will work will depend on the context – this needs to be assessed by understanding the make-up and vulnerabilities of workers, existing national structures such as labour inspectors and their reliability, and the role of local unions and NGOs.

Purchasing Intelligence for finance

ISO20400 A SOLUTION TO COMPLETE



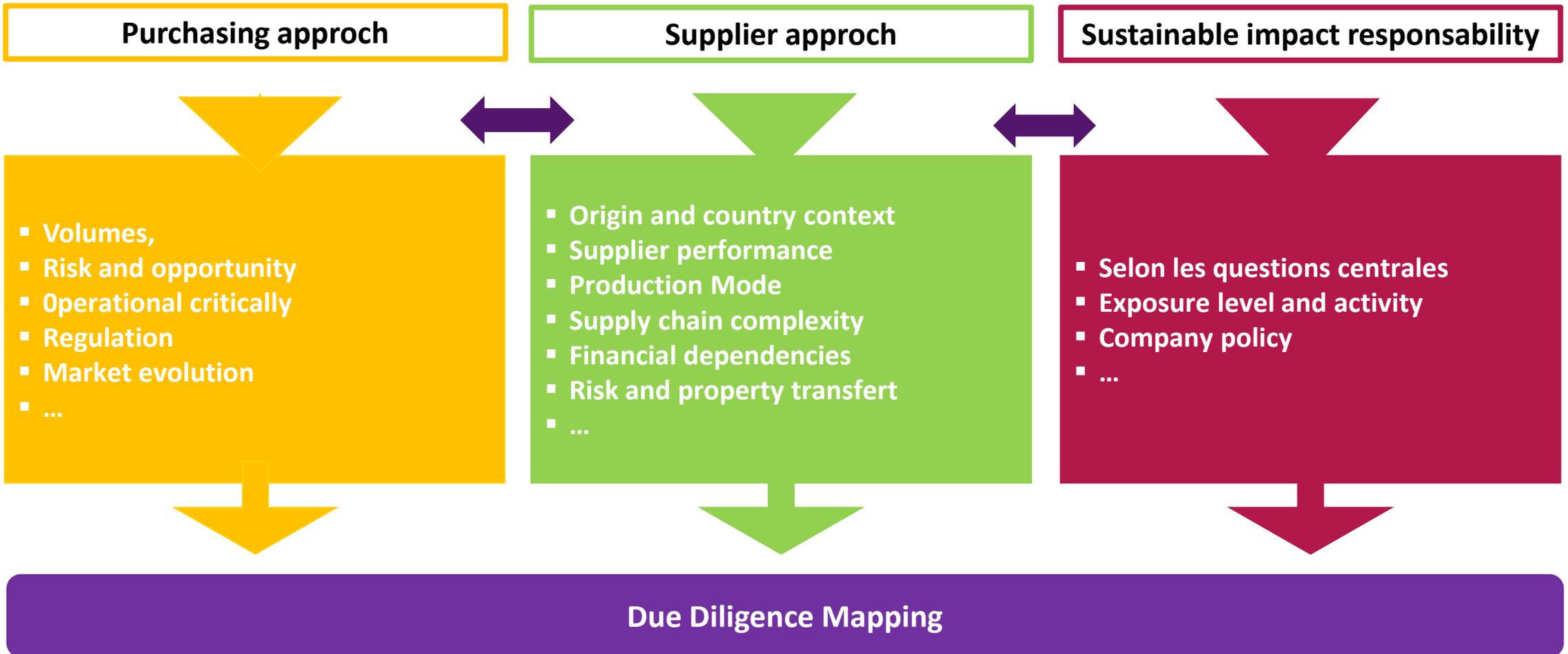
ISO 20400 is an operational standard from ISO 260000.

It's provided guideline from top down management to organization in order to integrate Sustainable Purchasing practices.



Purchasing Intelligence for finance

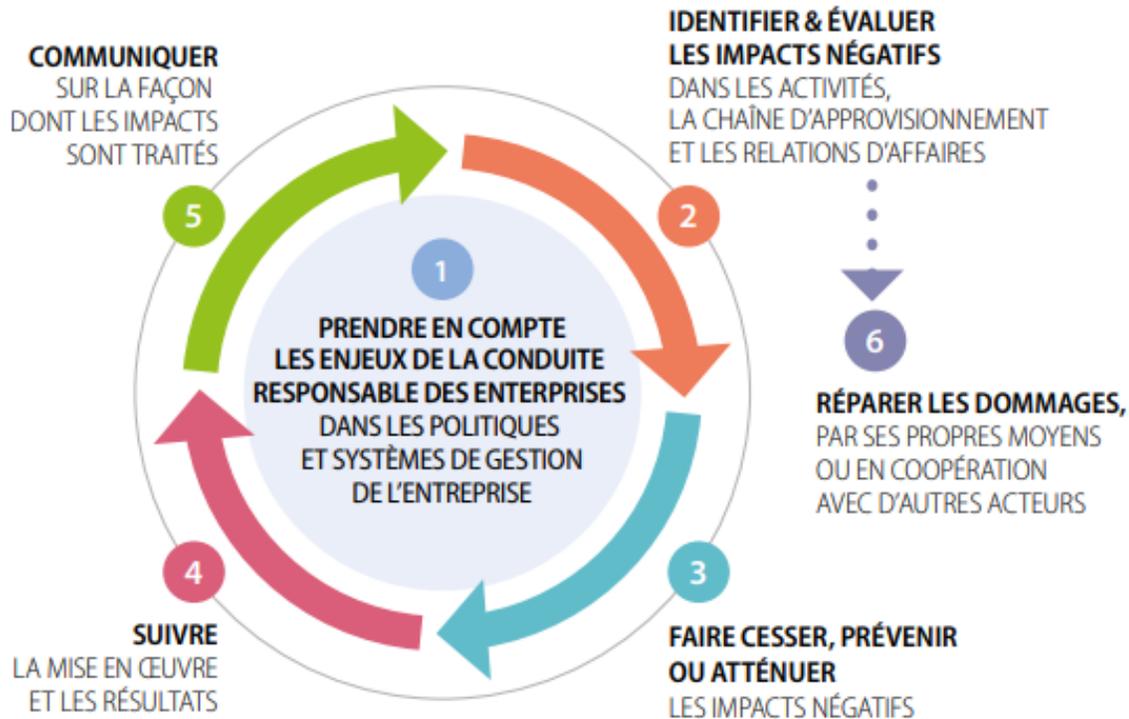
ISO20400 A SOLUTION TO COMPLETE



Purchasing Intelligence for finance

ISO20400 A SOLUTION TO COMPLETE

SCHÉMA 1. MESURES À PRENDRE DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE DILIGENCE



Source: OCDE

- Map the supply chain and business relationships
- Identify and assess the potential or actual risks (impacts) associated with the company's activities, products or service
- Prioritise the most significant risks

Purchasing Intelligence for finance

RESPONSIBLE AND HUMAN CENTRIC

As for forced labour

- ILO has developed survey guidelines to breakdown the indicators.
- These go into more detail on what to “spot”
- They are not prescriptive – in every context, questions and indicators need to be adapted to the specific risk factors
- The International Labour Organization recommends a participatory process to determine a locally relevant list of indicators.
- https://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/publications/WCMS_914768/lang-en/index.htm

voluntary work conditions during recruitment stage=1	IF	<i>Deceptive or fraudulent recruitment (INVOL2) =1</i>
	OR	<i>Recruitment linked to debt (INVOL3) =1</i>
voluntary work conditions during employment stage=1	IF	<i>Hazardous or degrading work conditions (INVOL4) =1</i>
	OR	<i>Onerous working hours or work schedule (INVOL5) =1</i>
	OR	<i>Degrading living conditions (INVOL6) =1</i>
	OR	<i>Abusive additional demands (INVOL7) =1</i>
	OR	<i>Sexual abuse (INVOL8) =1</i>
voluntary work conditions during employment separation stage=1	IF	<i>Inability to terminate work contract (INVOL9) =1</i>

Purchasing Intelligence for finance

RESPONSIBLE AND HUMAN CENTRIC

As for forced labour a specific approach is needed:

- Social audits are not suitable for identifying the risks of forced labour, particularly if they are planned;
- Analysis of the local and national cultural, social and legal context enables the indicators to be refined and adapted to the situation;
- Consultation with stakeholders (workers, local communities, vulnerable populations, independent trade unions, human rights NGOs, etc.) is essential to obtain accurate information and triangulate the data.
- The establishment of reliable complaints management systems: independent, credible and transparent, is essential.

Purchasing Intelligence for finance

RESPONSIBLE AND HUMAN CENTRIC

Thématiques	PM	ODD	ESRS	Questions pertinentes	Modes de preuve
Responsabilité environnementale	7,8,9	6,7,9,12,13,14,15	E1,E2,E3,E4	Avez-vous mise en place une démarche de management de l'environnement	Preuve de certification – Procédures – Manuel de management des risques Env
Politique de développement durable	9	11,12,13	E1,E2,E3,E4	Quels sont les engagement pris ?	Éléments liés aux ODD
Conditions sociales de travail	1,2,3,4,5,6	3,5,8	S1	Part du CA sous-traité, Devoir de vigilance lié au travail illégal	Dispositif lié à la vigilance, Clauses contractuelles
Condition d'hygiène et sécurité	3,4,5,6	8	S1	Nombre de SST ? Taux d'AT (fréquence et gravité)	Attestation de formation, Bilan social, DU*
Prise en compte de l'anti-corruption	10	16	G1	Dispositif Sapin II, module Anti corruption, Charte Ethique	Attestation de formation
Dialogue sociale et prise en compte des P. Prenantes	3,4,5,6	5,8,10	S2,S3,S4	Chartes Achats, Label relation fournisseur responsables	DPO**
Motivation du personnel	3,6	3	S1	Turn-over, Absentéisme,	Bilan social, Tableau RH
Gaz à effet de serre	7,8,9	7,13	E1,E2	GES, Décret tertiaire (2020), Actions 3.5, 4.1 et 4.2	Bilan carbone, feuille de route de décarbonation
Insertion et handicap	6	5,8,10	S1,S4	Politique Handicap, « Handi-accueillante » Taux d'emploi	Bilan social, DOETH, contribution AGEFIPH
Gestion des sites sensibles	7,8,9	6,12		SEVESO (I et II), ATEX, ...	Registres, DU, Procédures,...
Impact sur la bio diversité	7,8,9	6,7,14,15	E4	Traitement et rejets	Tableau de bord, procédure, ...
Démarche d'éco-conception	9	12	E5	Norme ISO 14 001	Preuve de certification, Manuel qualité
Gestion des déchets	7,8,9	14,15	E2,S4	Point de collecte 5 flux	Montant de la DIB/TOM, Tableau de bord

Purchasing Intelligence for finance

RESPONSIBLE AND HUMAN CENTRIC

Purchasing family's	Segment	References
Communication / Marketing	PR	Lisbon Code, Athen Code, ARPP Code (French)
	Goodies	RoHS, ILO, OEKO-TEX, FSC-PEFC, Qualiserv,
	Meeting & Events	ISO 20121, ILO, REEVE
Digital e-Commerce	Platform	ISO14001-22301-27001-50001, ANSSI "SecNumCloud", EcoEx21 programme
Academy	Training	Qualiopi, Ofqual, ILO
Legal		
IT (soft and hard)	Hardware	ILO, RBA, EICC, ISO 9001-14001-50001, RoHS 2, EPETA materials, Supply Chain Leadership Collaboration project
	Service	ISO14001-22301-27001-50001, ANSSI "SecNumCloud", EcoEx21 programme
	Software	Afnor Spec 2201, GR491 standards, RGAA 4.1, RGENS, RGPD,
Real Estate	Land	BBC,HQE, RT,RE
	Overseas	IMO23, T2EM
	Service	ESREI,
Intellectual Services		
HR	Temps	ILO,
General Services		
Travel Expenses	Air	CRCA (Council for Research in Civil Aeronautics), CO ² measurement, AMO tools form FNAM

CONTACT

Prénom NOM

+33(0)X XX XX XX XX

prenom.nom@afnor.org

www.afnor.org



afnor
GRUPE